

ASSOCIATION GUYANAISE DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL – A.G.F.T.S.

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
1168 Route de MONTABO
97300 CAYENNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION GUYANAISE DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL – A.G.F.T.S.

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

1168 Route de MONTABO

97300 CAYENNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'ASSOCIATION GUYANAISE DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL – A.G.F.T.S.,

Opinion avec réserves

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION GUYANAISE DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL – A.G.F.T.S. relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserves

Motivation des réserves

Les créances comptabilisées au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2024 n'ont pas pu faire l'objet d'un test d'évaluation. En effet, l'association n'a pas pu nous fournir de comptabilité au titre de l'exercice comptable 2025. En l'absence d'éléments mis à notre disposition justifiant la valeur de ces créances, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le caractère liquide de ces dernières et de la nécessité ou non de devoir constater une éventuelle dépréciation.

Lors de nos travaux, nous avons constaté qu'un solde significatif demeure inscrit en compte de liaison au 31 Décembre 2024, sans qu'il ait été possible d'obtenir l'ensemble des justificatifs nécessaires à sa validation. En l'absence d'éléments probants permettant de s'assurer du caractère exact, justifié et

recouvrable de ce solde, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'absence d'anomalie significative affectant ce poste.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Autres éléments significatifs » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

À l'exception de l'incidence du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes

annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Guilhaud-Granges, le 9 Juillet 2025
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO AUDIT
DAUPHINE SAVOIE

Jean-François BOUSQUET
Associé

Jean-François BOUSQUET
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

| | Exercice N 31/12/2024 | Exercice N-1 31/12/2023 |
|---|--------------------------|----------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | -35 | 100 |
| Ventes de biens et de services | | |
| <i>Ventes de prestations de services</i> | 386 582 | 390 557 |
| Produits de tiers financeurs | | |
| <i>Concours publics et subventions d'exploitation</i> | 544 714 | 1 648 536 |
| Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges | 27 733 | 68 812 |
| Autres produits | 334 | 168 |
| Total I | 959 328 | 2 108 173 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Autres achats et charges externes | 729 760 | 901 542 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 45 377 | 55 018 |
| Salaires et traitements | 1 252 785 | 1 371 539 |
| Charges sociales | 581 706 | 632 550 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 346 128 | 389 278 |
| Dotations aux provisions | 35 125 | 74 186 |
| Autres charges | 14 | 2 636 |
| Total II | 2 990 895 | 3 426 749 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | -2 031 567 | -1 318 575 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 18 893 | 3 296 |
| Total III | 18 893 | 3 296 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Intérêts et charges assimilées | 30 | 97 |
| Total IV | 30 | 97 |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III-IV) | 18 863 | 3 199 |

Compte de résultat

| | Exercice N 31/12/2024 | Exercice N-1 31/12/2023 |
|---|--------------------------|----------------------------|
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV) | -2 012 704 | -1 315 377 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | 26 263 | 25 420 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 274 891 | 274 891 |
| Total V | 301 154 | 300 311 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion | 8 034 | 101 860 |
| Total VI | 8 034 | 101 860 |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | 293 120 | 198 451 |
| Total des produits (I+III+V) | 1 279 375 | 2 411 780 |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII) | 2 998 959 | 3 528 706 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | -1 719 584 | -1 116 925 |

Bilan actif

| | Brut | Amortissement Dépréciation | Net au 31/12/2024 | Net au 31/12/2023 |
|---|------------------|-------------------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| <i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i> | 123 585 | 123 585 | | |
| <i>Autres immobilisations incorporelles</i> | 7 030 | 7 030 | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| <i>Terrains</i> | 128 220 | | 128 220 | 128 220 |
| <i>Constructions</i> | 4 965 276 | 3 333 872 | 1 631 404 | 1 836 125 |
| <i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i> | 5 789 | 5 789 | | |
| <i>Autres immobilisations corporelles</i> | 1 008 499 | 742 896 | 265 603 | 337 803 |
| <i>Immobilisations corporelles en cours</i> | | | | 63 735 |
| Immobilisations financières | | | | |
| <i>Participations</i> | 76 | | 76 | 76 |
| <i>Autres immobilisations financières</i> | 17 849 | | 17 849 | 17 471 |
| Total I | 6 256 325 | 4 213 172 | 2 043 153 | 2 383 430 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| <i>Avances et acomptes versés sur commandes</i> | | | | 3 190 |
| Créances | | | | |
| <i>Créances usagers et comptes rattachés</i> | 294 793 | 106 387 | 188 406 | 162 268 |
| <i>Autres créances</i> | 1 310 080 | | 1 310 080 | 1 778 420 |
| Autres postes de l'actif circulant | | | | |
| <i>Disponibilités</i> | 291 566 | | 291 566 | 1 980 343 |
| <i>Charges constatés d'avance</i> | 17 730 | | 17 730 | 21 119 |
| Total II | 2 002 764 | 106 387 | 1 896 377 | 3 945 341 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 8 259 089 | 4 319 559 | 3 939 530 | 6 328 771 |
| Legs nets à réaliser : | | | | |
| acceptés par les organes statutairements compétents | | | | |
| autorisés par l'organisme de tutelle | | | | |
| Dons en nature restant à vendre : | | | | |

Bilan passif

| | au 31/12/2024 | au 31/12/2023 |
|--|-------------------|-------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Réserves | | |
| <i>Réserves pour projets de l'entité</i> | 419 498 | 419 498 |
| Report à nouveau | 616 359 | 1 733 285 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | -1 719 584 | -1 116 925 |
| Situation nette (sous-total) | -683 726 | 1 035 858 |
| Subventions d'investissement | 1 310 130 | 1 585 021 |
| Total I | 626 404 | 2 620 879 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds dédiés | 2 355 831 | 2 355 831 |
| Total II | 2 355 831 | 2 355 831 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour charges | 35 125 | 27 733 |
| Total III | 35 125 | 27 733 |
| DETTES | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 152 407 | 213 863 |
| Dettes fiscales et sociales | 546 991 | 351 649 |
| Autres dettes | 41 199 | 32 530 |
| Produits constatés d'avance | 181 571 | 726 286 |
| Total IV | 922 169 | 1 324 328 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 3 939 530 | 6 328 771 |
| (1) Dont à plus d'un an (a) | | |
| Dont à moins d'un an (a) | 922 169 | |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | | |
| (3) Dont emprunts participatifs | | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Evènements postérieurs à la clôture :

Par décision de l'organisme de tutelle à savoir la CTG – Collectivité Territoriale de Guyane, l'association s'est vue retirée la gestion de l'IRDTS au profit de l'association La Grenouillère, en date du 2 Janvier 2025

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : A.G.F.T.S

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 3 939 530 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 1 719 584 €. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, du règlement 2018-06, modifié par le règlement ANC N° 2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en €.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

■ Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans
- * Logiciel : 1 à 3 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation

■ Règles et méthodes comptables

financière.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,2 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE 2022)

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
|--|------------------------|---------------|---------------|----------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 130 615 | | | 130 615 |
| Immobilisations incorporelles | 130 615 | | | 130 615 |
| - Terrains | 128 220 | | | 128 220 |
| - Constructions sur sol propre | 4 494 530 | 2 550 | | 4 497 080 |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Instal.générales, agencements et aménagements constr | 404 461 | 63 735 | | 468 196 |
| - Instal.techniques, matériel et outillage industriels | 5 789 | | | 5 789 |
| - Instal.générales, agencements aménagements divers | 539 528 | 2 923 | | 542 451 |
| - Matériel de transport | | | | |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 466 048 | | | 466 048 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| - Immobilisations corporelles en cours | 63 735 | | 63 735 | |
| - Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 6 102 311 | 69 208 | 63 735 | 6 107 784 |
| - Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| - Autres participations | 76 | | | 76 |
| - Autres titres immobilisés | | | | |
| - Prêts et autres immobilisations financières | 17 471 | 1 378 | | 17 849 |
| Immobilisations financières | 17 547 | 1 378 | | 17 925 |
| ACTIF IMMOBILISE | 6 250 474 | 70 586 | 63 735 | 6 256 325 |

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminutions | A la fin de l'exercice |
|---|------------------------|----------------|-------------|------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 130 615 | | | 130 615 |
| Immobilisations incorporelles | 130 615 | | | 130 615 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | 2 867 949 | 228 049 | | 3 095 997 |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Instal.générales, agencements, aménagements construc. | 194 917 | 42 957 | | 237 874 |
| - Instal.techniques, matériel et outillage industriels | 5 789 | | | 5 789 |
| - Instal.générales, agencements aménagements divers | 277 310 | 45 610 | | 322 919 |
| - Matériel de transport | | | | |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 390 464 | 29 513 | | 419 976 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 3 736 429 | 346 128 | | 4 082 557 |
| ACTIF IMMOBILISE | 3 867 044 | 346 128 | | 4 213 172 |
| | | | | |

Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

| | Immobilisations Incorporelles | Immobilisations Corporelles | Total |
|---|----------------------------------|--------------------------------|----------------|
| Ventilation des dotations | | | |
| Compléments liés à une réévaluation | | | |
| Eléments amortis selon mode linéaire | | 346 128 | 346 128 |
| Eléments amortis selon autre mode | | | |
| Dotations exceptionnelles | | | |
| Dotations de l'exercice | | 346 128 | 346 128 |
| Ventilation des diminutions | | | |
| Eléments transférés à l'actif circulant | | | |
| Eléments cédés | | | |
| Eléments mis hors service | | | |
| Diminutions de l'exercice | | | |
| | | | |

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 564 834 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|--|------------------|---------------------------|--------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres | 17 849 | | 17 849 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 255 280 | 255 280 | |
| Autres | 1 273 975 | 1 273 975 | |
| Charges constatées d'avance | 17 730 | 17 730 | |
| Total | 1 564 834 | 1 546 985 | 17 849 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

Fonds propres

Tableau de variation des fonds associatifs

| VARIATION DES FONDS PROPRES | A l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | A la clôture |
|-------------------------------------|------------------|-------------------------|--------------|----------------------------|-----------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves | 419 498 | -1 116 925 | | -1 116 925 | 419 498 |
| Report à Nouveau | 1 733 285 | | | 1 116 925 | 616 359 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | -1 116 925 | 1 116 925 | | 1 719 584 | -1 719 584 |
| Situation nette | 1 035 858 | | | 1 719 584 | -683 726 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 1 585 021 | | | 274 891 | 1 310 130 |
| Provisions réglementées | | | | | |
| Droits de propriétaires (Commodat) | | | | | |
| TOTAL | 2 620 879 | | | 1 994 475 | 626 404 |

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

| | Provisions au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises utilisées de l'exercice | Reprises non utilisées de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
|---|---|----------------------------|--|--|---|
| Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges | 27 733 | | | | 35 125 |
| Total | 27 733 | | | | 35 125 |
| Répartition des dotations et des reprises de l'exercice : | | | | | |
| Exploitation | | 35 125 | 27 733 | | |
| Financières | | | | | |
| Exceptionnelles | | | | | |

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 922 169 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|---|----------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| - à 1 an au maximum à l'origine | | | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 152 407 | 152 407 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 546 991 | 546 991 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes (**) | 41 199 | 41 199 | | |
| Produits constatés d'avance | 181 571 | 181 571 | | |
| Total | 922 169 | 922 169 | | |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | | | | |
| (**) Dont envers les associés | | | | |

Charges à payer

| | Montant |
|--------------------------|----------------|
| FRS FACTURES NON PARVENU | 25 425 |
| DETTES PROVISION POR CON | 125 586 |
| CHARGES SOCIALES CONGES | 51 395 |
| AUTRES CHARGES A PAYER | 19 623 |
| TAXE SUR LES SALAIRES | 7 968 |
| Total | 229 996 |

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| | Charges d'exploitation | Charges Financières | Charges Exceptionnelles |
|--------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| CHARGES CONSTATEES D AVA | 17 730 | | |
| Total | 17 730 | | |
| | | | |

Produits constatés d'avance

| | Produits d'exploitation | Produits Financiers | Produits Exceptionnels |
|--------------------------|----------------------------|------------------------|---------------------------|
| PRODUITS CONSTATES D AVA | 181 571 | | |
| Total | 181 571 | | |
| | | | |

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits d'exploitation au cours duquel la décision d'octroi a été notifiée.

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Concours publics et subventions

| | Union européenne | Etat | Collectivités territoriales | CAF | Autres | Total |
|------------------------------|------------------|------|-----------------------------|-----|--------|----------------|
| Concours publics | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | 544 714 | | | 544 714 |
| Subventions d'équilibre | | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | 274 891 | | | 274 891 |
| | | | | | | 819 605 |

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

| | Charges | Produits |
|---|------------|----------------|
| Pénalités, amendes fiscales et pénales | 566 | |
| Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | | 26 333 |
| Subventions d'investissement virées au résultat | | 274 891 |
| TOTAL | 566 | 301 224 |
| | | |

Autres informations

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 35 125 €

Contributions volontaires

| | N | N-1 |
|--|---|-----|
| Ressources | | |
| Bénévolat | | |
| Prestations en nature | | |
| Dons en nature | | |
| Total | | |
| Emplois | | |
| Secours en nature | | |
| Mise à disposition gratuite de biens et services | | |
| Prestations | | |
| Personnel bénévole | | |
| Total | | |

Aucune contribution volontaire n'a été effectué sur l'exercice 2024